



ENSEMBLE!, acteur dans la situation nouvelle

ENSEMBLE! doit partir de nos fondements politiques. Définir et réaffirmer les bases mêmes de notre mouvement, validées lors des CN et AG avec une continuité depuis sa création.

Dans la conjoncture actuelle, nos fondamentaux gardent leur validité : construire un « Front social et politique¹ », « unifier » les luttes visant à l'amélioration des conditions de vie (retraites, salaires, santé, école)² et, surtout, de ne pas délaisser « la lutte contre les idées d'extrêmes droites » et leurs relais médiatiques³. Nous devons plus que jamais réaffirmer que notre but est de construire une hégémonie politique et culturelle à l'opposé du système capitaliste et des courants du néofascisme.

Le nouveau contexte à prendre en compte

1 - Le RN a été momentanément mis en échec : son accès immédiat au pouvoir a été stoppé au second tour par une majorité qui refuse un parti raciste, héritier des fascismes.

Cette apparente défaite ne doit pas faire oublier ni sa progression (10 millions de voix !) ni les 40% de voix pour le RN et ses alliés d'extrême droite. Cet élargissement de son audience (chez les abstentionnistes et dans des catégories et secteurs géographiques jusqu'alors préservées) ne peut être réduit à une explication simpliste.

2 - Les résultats du Nouveau Front populaire sont dus aussi à un rejet du RN et de ses alliés qui s'est manifesté par un sursaut démocratique. Certes, il est le 1^{er} groupe de l'assemblée du fait du mécanisme électoral, mais, faute de dynamique « à la base », il est menacé par l'enfermement dans la seule logique institutionnelle avec les risques de division liés au poids du présidentialisme et aux stratégies d'appareil. Aujourd'hui, jouer la crise politique ne pourrait que privilégier le présidentialisme, limiter l'aspiration démocratique et favoriser le RN.

3 - Macron subit un désaveu cinglant et se voit affaibli. L'idéologie néo-libérale subit aussi un revers au-delà de ses représentants : son hégémonie est mise en cause. La droite

1 AG de 2022, C.2 p. 16.

2 AG de 2022, C.4 p. 16.

3 AG de 2022, C.3 p. 16.

dramatise la situation autour de la dette pour justifier l'austérité. Mais Macron n'est pas totalement désarmé, il dispose encore de toute la force de l'appareil politique institutionnel : pouvoir de nomination du 1^{er} ministre, négation du Parlement pour faire les compromis politiques... sans compter le pouvoir sur les autorités administratives⁴... et les médias. Le gouvernement Barnier, sous pression du RN, c'est la continuité des politiques économiques avec le maintien de l'ordre.

4 - Une crise institutionnelle incertaine créée par les résultats électoraux : un président affaibli et une Assemblée divisée en trois blocs principaux inconciliables. Cette situation instable, qui peut évoluer dans les semaines et les mois qui viennent, est le fruit de la crise de la représentation politique. La pratique constitutionnelle habituelle de la 5^e est de plus en plus contesté : la formule d'un gouvernement dirigé par LR ne répond ni à la demande de changement, ni à celle de participation populaire. Sa durée dépend de multiples facteurs qui vont de l'initiative du RN à l'effet de mouvements sociaux.

La crise du système politique actuel se nourrit et alimente la crise de la démocratie : une campagne sur des changements institutionnels immédiats est absolument nécessaire pour y répondre. Dès maintenant, faisons campagne pour un scrutin à la proportionnelle qu'une simple loi permet d'instaurer.

Le RN a lancé sa pétition avec un système qui peut lui assurer la majorité. Avec le NFP, défendons un système avec un seuil qui permette la diversité des opinions et un regroupement comme celui des listes régionales. Pour la présidentielle, notre candidat·e devra s'engager à prendre les moyens pour que les pouvoirs excessifs du Président soient supprimés : le Premier ministre choisi par l'Assemblée nationale préside le Conseil des ministres, et pas le président, qui n'aura plus le droit de dissoudre l'Assemblée.

5 - Le NFP ne se réduit ni aux député·es ni à sa place dans les institutions. Il est le produit d'une mobilisation citoyenne, associative, syndicale et politique. Pour la première fois, des organisations féministes, syndicales et associatives s'y sont investies⁵. Ceci correspond à ce que nous avons dit depuis des années sur la nécessité d'un bloc politico-social avec des rapports différents entre politiques et mouvements. C'est un outil essentiel dans la situation politique.

6 - Si nous voulons peser dans l'activité politique mais aussi dans la perspective d'un dépassement⁶, ENSEMBLE! ne peut intervenir de façon égale sur l'ensemble de l'actualité et des sujets politiques.

Nous devons nous fixer des priorités pour notre activité dans la situation politique. Ce qui veut dire penser nos interventions à la mesure de ce que nous sommes réellement.⁷

4 Les modifications des appareils d'État lui donnent des moyens accrus

5 Il ne s'agit pas ici de dresser la liste très longue de toutes les composantes organisées du NFP mais de pointer leur grande diversité : par exemple, les associations partie prenante sont centrées notamment sur les droits humains, le féminisme, l'écologie, l'altermondialisme et la bifurcation écologique et sociale, l'antiracisme...

L'expérience du NFP est nouvelle. Jamais dans l'histoire des rassemblements de la gauche, depuis les années 1934/1936, l'impulsion donnée alors par les associations, les syndicats et les intellectuels pour la création du Front Populaire, un tel engagement associatif, citoyen et syndical n'avait eu lieu en faveur d'un rassemblement de la gauche.

6 Voir texte sur la recomposition

7 Rapport d'activité d'ENSEMBLE! et « Communication »

ENSEMBLE!, nationalement, doit retenir trois priorités :

1 - Renforcer ce « NFP politico-social »

Quelles propositions ?

Notre objectif réaffirmé est d'aller vers des assemblées, des collectifs syndicaux, associatifs et citoyens. Ils devront, pour réussir, savoir lier leurs activités dans des lieux et sous des formes diverses, dans les entreprises, dans les localités et les quartiers. Les collectifs et assemblées citoyen·nes ouvertes à la base ne peuvent se réduire à des comités de soutien aux partis et élu·es.

Ils doivent être des lieux où se débattent les mesures et les initiatives politiques à prendre. Ils doivent agir pour que le plus grand nombre possible trouve une place dans l'élaboration des politiques publiques. Combattre, par une démocratie active, les tendances dominantes dans la société (dont la demande d'autorité) est un élément de réponse à la crise de la représentation politique, c'est le rappel de la dynamique citoyenne prometteuse qui avait donné l'impulsion à la constitution du NFP.

Nous participerons au regroupement « Assemblées locales du Front populaire » et autres et à la mise en commun de ces différentes initiatives. Nous devons convaincre de cette nécessité, qui ne va pas de soi et rencontre des difficultés dans sa concrétisation. Il nous faut donc faire connaître les réussites de ces expériences et les populariser.

L'intersyndicale – maintenue depuis la lutte sur les retraites – est un atout dans le rapport des forces. Les initiatives des regroupements plus larges, comme les coalitions et de diverses associations parties prenantes, ont leur rôle à jouer. Cela suppose de respecter les rythmes de chacune de ces forces et de trouver des méthodes de travail consensuelles. ENSEMBLE! se donnera les moyens de suivre ce qui s'y fait et de populariser, soutenir ce qui nous semble aller dans le bon sens.

L'impulsion à la base est essentielle, s'organiser collectivement aux échelles locale ou départementale et à l'échelle nationale est nécessaire : nous proposons, dans les territoires et à l'échelle nationale, la mise en place de coordinations de toutes les forces organisées du NFP, associations, réseaux et collectifs citoyens, organisations syndicales, forces politiques...⁸

2 - Développer la mobilisation pour des mesures unificatrices

Les élections ont montré un refus massif de la politique libérale menée par Macron et de ses conséquences néfastes sur la vie d'une majorité.

Comme le note le rapport du Conseil économique, social et environnemental, une majorité a mis (et met encore) le social et le partage des richesses au centre du débat public, contrairement aux priorités d'une grande partie du champ politico-médiatique.

C'est aussi une demande d'une autre distribution des richesses. D'autant plus que les discours sur la dette et la poursuite d'une politique de l'offre annoncent le choix de continuer à faire payer celles et ceux qui depuis des années font les frais de cette politique.

⁸ Voir note précédente 6

L'urgence sociale, le « pouvoir de vivre », la gauche, dans toutes ses composantes, avec ses multiples propositions et revendications, doit en faire le sujet des mois qui viennent. Pour rompre avec les politiques néolibérales (et combattre le RN dans ses bases populaires), il ne suffit pas de miser sur un succès électoral, mais il faut construire une hégémonie.

Les mobilisations sur les retraites, les salaires ne vont pas s'éteindre avec des vagues promesses. Des mobilisations écologiques significatives se sont maintenues durant la période estivale. Nos acquis sur la lutte contre la pauvreté et la précarité peuvent être utiles. Les besoins pour la santé, pour l'école, l'université et tous les services publics sont étouffés depuis trop longtemps... La transition écologique n'attend pas. Il faut porter le débat sur les inégalités de richesse, débat qui se développe bien plus largement que dans la seule gauche, et sur les exigences écologiques et sociales : que produire et comment ? comment consommer ? et quoi ?

Notre camp social est loin d'être homogène. Les contradictions entre les diverses fractions de classe sont loin d'avoir disparu. ENSEMBLE! devra animer – en interne et en public – un débat sur l'évolution du capitalisme et des classes. Une partie des « aspirations sociales » a été dévoyée dans un vote pour le RN qui joue sur ces contradictions.

Il faut donc travailler impérativement tout ce qui conduit à l'unification, avec le souci de lier social et écologique. La discussion sur les priorités avec les syndicats, les mouvements et toute la population est indispensable. Elle ne peut se limiter au débat parlementaire.

3 – Lutter contre les idées des extrêmes droites et la menace néo-fasciste

La victoire électorale relative du NFP ne doit pas faire oublier la progression bien plus importante du RN et des forces d'extrême droite sans compter celle de leurs idées. Le danger néofasciste reste bien réel, le combattre est une priorité.

Les victoires idéologiques de l'extrême droite vont bien au-delà des résultats électoraux. Et cette situation peut même, à diverses occasions, encourager les groupes « identitaires » violents. On voit déjà un déchaînement d'insultes et des agressions racistes. Les violences contre les migrant·es augmentent. L'extrême droite cible les personnes de culture musulmane ou répercute la funeste théorie du « grand remplacement ». Et depuis les années 2000, et plus encore ces derniers mois, les actes antisémites ont connu une progression, et tout dernièrement un regain inquiétant de l'expression des opinions antisémites, selon les données de la CNCDH.

La lutte contre tous les racismes, d'où qu'ils viennent, a une place essentielle dans le combat contre les idées d'extrême droite, contre toutes les discriminations. Nous combattons tous les racismes. Ce combat ne se hiérarchise pas.

Dans la bataille de l'opinion où ils ont mis en place une stratégie de conquête, les médias occupent une place centrale : c'est la promotion par exemple du « danger migratoire ». C'est aussi un consensus médiatique où la défense du sécuritaire prend le pas sur la dénonciation des actes et propos racistes, des discriminations, des atteintes aux droits ; c'est négliger les enjeux du combat démocratique, banaliser le RN. Pour nombre de dirigeants de droite, le « cordon sanitaire » ne fonctionne plus. Plus que toute la société le champ politico-médiatique s'est fortement droitisé.

Contre le RN, lutter pour la liberté d'informer et la liberté de la presse est une priorité dans la bataille idéologique et culturelle : combattre de manière systématique les fausses informations de l'empire Bolloré ou de ses semblables, exiger un vrai service public de l'information libéré de sa dépendance aux « informations » mensongères de la droite et de l'extrême droite.

Cela signifie la vigilance sur la presse d'information. Cela passe, bien sûr, par le débat avec ses salarié·es (journalistes ou autres) mais aussi par le soutien aux médias de la presse libre, en plus des activités habituelles contre le RN.

Ce gouvernement de droite réactionnaire rend nécessaire des campagnes contre les discriminations, pour le contrôle citoyen des droits et libertés, en particulier des droits des femmes et des LGBT+ menacés. Cela signifie également une bataille culturelle et politique pour réaffirmer l'idée que les droits sociaux et démocratiques ne se séparent pas. ; que les libertés de toutes et tous, dans leur diversité, constituent un but commun, contre toutes les idéologies réactionnaires et tous les « fondamentalistes ».

Bagnolet, le 11 novembre 2024

ENSEMBLE!
Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologiste et Solidaire
26 rue Malmaison - 93170 Bagnolet

Nos porte-paroles :

Laurence BOFFET 06 85 51 81 24
Marie-Claude HERBOUX 06 81 21 90 22

Anne-Rose LE VAN 06 64 21 41 23
J.-François PELLISSIER 06 76 47 57 95

Sur la toile : <https://www.ensemble-mouvement.com/>

contact@ensemble-mouvement.com

